

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6 place de la Pyrotechnie
CS 70004
18019 Bourges

Bourges, le 12/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MBDA France - site BS

Rond-Point Marcel Hanriot
Route d'Issoudun
18020 BOURGES Cedex
18000 Bourges

Références : VAT20250068

Code AIOT : 0010000003

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/02/2025 dans l'établissement MBDA France - site BS implanté Route Départementale RD2151 18570 Le Subdray. L'inspection a été annoncée le 09/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'est rendue dans plusieurs zones et salles des bâtiments D54, D55 et C74 dont les installations pyrotechniques sont techniquement gérées par la société ROXEL.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MBDA France - site BS

- Route Départementale RD2151 18570 Le Subdray
- Code AIOT : 0010000003
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le site de Bourges-Subdray regroupe des activités pyrotechniques et inertes des deux sociétés MBDA France et ROXEL France.

Les activités de l'établissement sont notamment réglementées par les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 23 juin 2011 (autorisation d'exploiter) qui a été modifié et complété à plusieurs reprises par des arrêtés complémentaires et des lettres préfectorales.

L'établissement est classé Seveso seuil haut par dépassement direct des seuils pour les rubriques 4210-1-a et 4220-1. Il est également soumis à autorisation pour les rubriques 2793-3-b et 2931-2.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Travaux et points chauds
- Risque incendie
- SGS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Identification des zones à risque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande d'action corrective	60 jours
6	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande d'action corrective	60 jours
7	Surveillance fin de travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
11	Contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe II	Demande d'action corrective	60 jours
16	Armoire pyrotechnique en salles 2 et 3 du D54	Arrêté Préfectoral du 23/06/2011, article 1.3	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
3	Interdiction d'apporter du feu	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
4	Travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet
5	Travaux et sous	Arrêté Ministériel du 04/10/2010,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	traitance	article 63	
8	Lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe II	Sans objet
9	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe II	Sans objet
10	Conductivité et liaisons équipotentielles	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe II	Sans objet
12	Zones de déconfinement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe II	Sans objet
13	Maîtrise des conditions et des systèmes de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe II	Sans objet
14	SGS : maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I	Sans objet
15	Maîtrise du timbrage : soute C74	AP Complémentaire du 23/06/2011, article 8.2.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Identification des zones à risque

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Actions nationales 2025, Locaux à risque
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur</p>

de celles-ci.

[...]

Constats :

Documents consultés :

- Plan du bâtiment D54 ;
- Plan du bâtiment D55 ;
- Fiche D54-S17-Poste de préparation du 02/11/2016 « risque ATEX - fiche de synthèse poste de préparation » (salle 17).

Les plans matérialisent notamment les zones ATEX et à risque pyrotechnique.

Sur site, l'exploitant explique que le risque pyrotechnique est signalé à différents niveaux :

- dénomination du bâtiment (lettres B, C et D) ;
- marquage sur le bâtiment avec la division de risque majorante (2 sur croix orange pour ce qui concerne les bâtiments D54 et D55) ;
- salles avec portes rouges à l'intérieur du bâtiment (les portes bleues menant vers les zones inertes) ;
- affiche sur les portes des salles du D54 pour mentionner l'absence ou la présence de matières pyrotechniques, dans le cas où le risque n'est pas permanent.

Toutefois, cet affichage n'est pas réalisé au D55, notamment pour les salles de stockage où le risque est permanent (salle 8 par exemple).

Étant donné la cohabitation de zones inertes et pyrotechniques dans un même bâtiment et le caractère temporaire du risque pyrotechnique dans certaines zones, l'inspection signale qu'il est préférable de dupliquer la pratique des affichages aux portes des salles du D55, ce que l'exploitant envisage de faire.

Sur site, l'inspection constate également, par sondage :

- que le risque ATEX est signalé par un pictogramme à la cabine de peinture de la salle 11 du D54 ; une consigne de sécurité de novembre 2016 est affichée au poste ;
- que le risque ATEX est signalé par un pictogramme sur la porte d'entrée de la salle 17 et au poste de préparation de la salle 17 du D54 ; une consigne de sécurité de novembre 2016 est affichée au poste ;
- la présence de produit absorbant (nécessaire en cas de dispersion accidentelle de produit selon la consigne précitée) dans la salle 17 et à l'extérieur près de la porte d'entrée de la salle 17 ;
- que les consignes générales sont affichées en salle 24 (couloir de la zone inerte) du D54 et près d'une entrée extérieure de la zone inerte du D55 ;
- l'absence de consigne relative à la conduite à tenir en cas de départ de feu dans la salle 17 du D54 du fait de la présence de liquides inflammables (stockage + préparation) et de sa particularité (présence d'un déclencheur manuel du système d'extinction au CO2).

La prise en compte de l'arrêt de la sorbonne (hotte aspirante) en cas de départ de feu n'est pas abordée dans les consignes susvisées (asservissement à la détection incendie ou arrêt manuel).

Constat : Aucune consigne relative à la conduite à tenir en cas de départ de feu n'est affichée dans la salle 17 du bâtiment D54 (déclencheurs manuels à actionner, arrêt éventuel de la ventilation de la sorbonne).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 2 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

Thème(s) : Actions nationales 2025, Consignes d'exploitation

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel [...]

Ces consignes d'exploitation précisent autant que besoin :
[...]

- l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;

Constats :

Documents consultés :

- Consigne de bâtiment n°3D D54 195a12 du 10/02/2012 ;
- Consigne de bâtiment n°3D D55 136b24 du 05/11/2024 ;
- Consignes de sécurité CG03j24 « consigne générale de sécurité relative aux activités du site pyrotechnique de Bourges Subdray » du 15/04/2024.

La consigne générale CG03 de sécurité mentionne l'obligation du permis de feu en cas de travaux par points chauds.

<p>Sur site, l'inspection constate, par sondage, qu'elle est affichée en salle 24 (couloir de la zone inerte) du D54 et près d'une entrée extérieure de la zone inerte du D55.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Interdiction d'apporter du feu

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Interdiction de feu</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ; [...]
<p>Constats :</p> <p>Document consulté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Consignes de sécurité CG03j24 « consigne générale de sécurité relative aux activités du site pyrotechnique de Bourges Subdray » du 15/04/2024. <p>La consigne mentionne l'interdiction d'apporter du feu dans l'enceinte pyrotechnique au sein de laquelle sont localisés les bâtiments D54 et D55.</p> <p>Sur site, l'inspection constate, par sondage, qu'elle est affichée en salle 24 (couloir de la zone inerte) du D54 et près d'une entrée extérieure de la zone inerte du D55.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Travaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Permis de feu</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de</p>

travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :

- la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;
- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;

[...]

Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.

Constats :

Documents consultés :

- Consigne générale CG17b24 du 06/12/2024 « permis de travail » (plan de prévention) ;
- Consigne générale CG41d24 du 09/12/2024 travaux par points chauds « permis de feu » ;
- plan de prévention ponctuel / « permis de travail » 25/011 établi le 15/01/2025 avec la société DELTA NEU pour des travaux en salle 35 du bâtiment D54 + permis de feu 25/011 du 15/01/2025 ;
- plan de prévention ponctuel / « permis de travail » 25/023 établi le 14/01/2025 avec la société HERVE THERMIQUE pour des travaux en salles 13,15, 35, extérieur et LT2 du bâtiment D54 + permis de feu 25/023 du 14/01/2025 ;
- plan de prévention répétitif 24/166 du 02/04/2024 au 02/04/2025 avec la société IDEX + permis de feu 25/019 du 07/01/2025 pour des travaux effectués en salles 1.3 et 1.4 du bâtiment D55.

Les consignes prévoient l'établissement :

- d'un plan de prévention pour les entreprises extérieures auquel doit être joint un permis de feu en cas de travaux par points chauds ;
- d'un permis de feu en cas de travaux par points chauds réalisés par le personnel de la société ROXEL qui gère les bâtiments D54 et D55.

Les plans de prévention examinés par sondage contiennent les informations attendues.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Travaux et sous traitance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63

Thème(s) : Actions nationales 2025, Sous traitance

Prescription contrôlée :

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :

[...]

- lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.

Constats :

Documents consultés :

- Plan de prévention répétitif 24/166 du 02/04/2024 au 02/04/2025 avec la société IDEX ;
- Plan de prévention ponctuel/ »permis de travail » 25/023 établi le 14/01/2025 avec la société HERVE THERMIQUE pour des travaux en salles 13, 15, 35, extérieur et LT2 du bâtiment D54.

Lors de la visite, l'exploitant confirme qu'en cas de recours à la sous-traitance par une entreprise extérieure :

- les permis de travail établis, si nécessaire, entre l'entreprise extérieure et le sous-traitant complètent le plan de prévention établi entre ROXEL et l'entreprise extérieure ;
- tous les permis de feu sont établis par les soins de ROXEL.

Aucun travail par point chaud n'est en cours dans les salles des bâtiments D54 et D55 visitées par l'inspection.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Actions nationales 2025, Formation

Prescription contrôlée :

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

[...]

Constats :

Documents consultés :

- Extrait du système de gestion de la sécurité de janvier 2023 - 1.2.2 formation pour les entreprises extérieures ;

- Plan de prévention ponctuel/ "permis de travail" 25/023 établi le 14/01/2025 avec la société HERVE THERMIQUE pour des travaux en salles 13,15, 35, extérieur et LT2 du bâtiment D54;
- Consignes de sécurité CG 40c16 - intervention des entreprises extérieures sur le site de Bourges Subdray - Gestion des situation d'urgence du 24/03/2016.

Cette consigne est jointe au plan de prévention 25/023 établi avec HERVE THERMIQUE.

L'exploitant déclare que chaque opérateur est formé aux risques de l'installation et aux consignes de sécurité via le plan de prévention qui cite nommément les intervenants de l'entreprise extérieure et de ses sous-traitants. En particulier, le signataire du permis de feu établi pour la société HERVE THERMIQUE figure dans les signataires du plan de prévention 25/023.

L'inspection constate que les permis de feu mentionnent la mise à disposition d'extincteurs pour les opérateurs réalisant les travaux et interroge l'exploitant sur leur formation à la manipulation des moyens d'extinction.

L'exploitant répond qu'il questionne le personnel de l'entreprise extérieure lors de l'établissement du permis de feu et qu'il assure la formation avec démonstration et manipulation si cela est nécessaire. Cette pratique n'est pas formalisée et enregistrée.

Constat : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que les opérateurs des entreprises extérieures et de leurs sous-traitants ont reçu une formation à la manipulation des moyens de lutte contre l'incendie mis à leur disposition lors de travaux par points chauds (extincteurs en particulier).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 7 : Surveillance fin de travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63

Thème(s) : Actions nationales 2025, Fin de travaux

Prescription contrôlée :

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des travaux réalisés est effectuée par l'exploitant, dans l'objectif de s'assurer de l'absence de risques. Elle fait l'objet d'un enregistrement.

<p>Constats :</p> <p>Documents consultés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - permis de feu 25/011 du 15/01/2025 ; - permis de feu 25/023 du 14/01/2025 ; - Consigne générale CG41d24 du 09/12/2024 travaux par points chauds « permis de feu ». <p>L'inspection relève que les permis de feu n°25/011 et 25/023 mentionnent un contrôle 5 heures après la fin des travaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à 16h et à 17h10 pour une fin de travaux à 11h pour le permis 25/011 ; - à 16h pour le permis 25/023 alors que les travaux se sont achevés à 11h. <p>Or, la consigne susvisée mentionne une ronde de surveillance systématique en fin de journée ainsi que des éventuelles rondes supplémentaires de 2 à 4 h après la fin des travaux.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant explique que la ronde est déterminée en fonction du risque et confirme qu'une surveillance est réalisée avant la reprise d'activité.</p> <p>Les permis de feu et la consigne consultés par l'inspection ne permettent pas d'attester qu'une vérification est faite avant la reprise de l'activité.</p> <p>Constat : Les documents présentés par l'exploitant ne permettent pas de justifier qu'après la fin des travaux par points chauds et avant la reprise de l'activité, une vérification des travaux réalisés est effectuée par l'exploitant dans l'objectif de s'assurer de l'absence de risques.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 8 : Lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe II</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>AM 26/05/2014</p> <p>Annexe II : Démarche de maîtrise des risques</p> <p>1.Principes généraux</p> <p>La démarche de maîtrise, par l'exploitant de l'établissement, des risques accidentels vis-à-vis de la santé publique et de l'environnement consiste à réduire autant que possible la probabilité des</p>

phénomènes dangereux potentiels ou la gravité des accidents qui leur sont associés, compte tenu de l'état des connaissances et des pratiques et de la vulnérabilité de l'environnement de l'installation, dans le respect des dispositions de l'article R. 512-9 du code de l'environnement. A cette fin, l'exploitant analyse les mesures de maîtrise du risque envisageables et met en œuvre celles dont le coût n'est pas disproportionné par rapport aux bénéfices attendus, soit en termes de sécurité globale de l'installation, soit en termes de sécurité pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Etude de dangers de septembre 2022

Annexe 22 : suivi des mesures de maîtrise des risques

- Mesure de Maîtrise des Risques n°9 : Moyens d'extinction adaptés et accessibles

Constats :

Documents consultés :

- Compte rendu d'intervention maintenance préventive - visite du 10/12/2024 par la société SIEMENS;
- Compte rendu d'intervention maintenance préventive - visite du 17/12/2024 par la société SIEMENS;

Le premier rapport porte sur le système de détection incendie au bâtiment D54, notamment les détecteurs, les asservissements, l'extinction automatique à gaz en salle 17, les déclencheurs et reports d'alarmes. Aucune anomalie n'est relevée.

Le second rapport porte sur la réalisation d'un ventitest (nécessité de déterminer le temps de rétention de l'agent extincteur mentionné dans le premier rapport) en salle 17 du bâtiment D54 : aucune anomalie n'est relevée.

Sur site, l'inspection constate, par sondage, la présence :

- du système d'extinction automatique au CO₂ dans la salle 17 du D54, avec une buse d'aspersion et deux détecteurs dans la zone de stockage des liquides inflammables et dans la zone abritant le poste de préparation ;
- d'un extincteur à poudre ABC dans le hall d'entrée de la salle 17 du D54, vérifié en janvier 2025 ;
- de deux extincteurs dans le sas d'entrée du C74.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie/explosion
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>AM 26/05/2014 Annexe II : Démarche de maîtrise des risques 1.Principes généraux La démarche de maîtrise, par l'exploitant de l'établissement, des risques accidentels vis-à-vis de la santé publique et de l'environnement consiste à réduire autant que possible la probabilité des phénomènes dangereux potentiels ou la gravité des accidents qui leur sont associés, compte tenu de l'état des connaissances et des pratiques et de la vulnérabilité de l'environnement de l'installation, dans le respect des dispositions de l'article R. 512-9 du code de l'environnement. A cette fin, l'exploitant analyse les mesures de maîtrise du risque envisageables et met en œuvre celles dont le coût n'est pas disproportionné par rapport aux bénéfices attendus, soit en termes de sécurité globale de l'installation, soit en termes de sécurité pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Etude de dangers de septembre 2022 Annexe 22 : suivi des mesures de maîtrise des risques</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mesure de Maîtrise des Risques n°4 : Commentaire trimestriel des consignes de sécurité
<p>Constats :</p> <p>Documents consultés (diaporamas de ROXEL) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Commentaires de consignes du 08/01/2024 - production; - Commentaires de consignes du 15/03/2024 - production, - Commentaires de consignes du 14/06/2024 - production, - Commentaires de consignes du 06/09/2024 - production, - Lecture de consignes du 15/11/2024. <p>L'exploitant dispose des feuilles de présence du personnel de ROXEL à ces présentations.</p> <p>Il précise que les présentations durent environ 1 h pendant une période d'arrêt de la production afin de permettre à tous les salariés d'y assister.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Conductivité et liaisons équipotentiell

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe II

Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie/explosion

Prescription contrôlée :

AM 26/05/2014

Annexe II : Démarche de maîtrise des risques

1.Principes généraux

La démarche de maîtrise, par l'exploitant de l'établissement, des risques accidentels vis-à-vis de la santé publique et de l'environnement consiste à réduire autant que possible la probabilité des phénomènes dangereux potentiels ou la gravité des accidents qui leur sont associés, compte tenu de l'état des connaissances et des pratiques et de la vulnérabilité de l'environnement de l'installation, dans le respect des dispositions de l'article R. 512-9 du code de l'environnement. A cette fin, l'exploitant analyse les mesures de maîtrise envisageables et met en œuvre celles dont le coût n'est pas disproportionné par rapport aux bénéfices attendus, soit en termes de sécurité globale de l'installation, soit en termes de sécurité pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Etude de dangers de septembre 2022

Annexe 22 : suivi des mesures de maîtrise des risques

- Mesure de Maîtrise des Risques n°6 : Sols et revêtements conducteurs
- Mesure de Maîtrise des Risques n°8 : Liaison équipotentielle supplémentaire

Constats :

Documents consultés :

- fiches des contrôles de la conductivité des sols des salles du bâtiment D54 réalisés par ROXEL les 20 et 21/08 et 04/10/2024 ;
- fiches des contrôles de la conductivité des sols des salles du bâtiment D55 réalisés par ROXEL les 22/07, 23/07, 24/07, 27/07, 30/07, 28/08/2024 et 20/01/2025 ;
- fiches de contrôle de la conductivité des revêtements des postes dans le bâtiment D54 réalisés par ROXEL les 20, 21 et 22/08/2024 ;
- fiches de contrôle de la conductivité des revêtements des postes dans le bâtiment D55 réalisés par ROXEL les 22/07, 23/07, 30/07, 03/09, 21/10, 08/11, 12/11/2024 ;
- fiches de contrôle des liaisons équipotentiell

Aucune anomalie n'est relevée sur la conductivité des sols des bâtiments D54 et D55.

Néanmoins, du fait de travaux en cours au bâtiment D54, la salle 13 et les points n°24 à 27 de la

salle 15 n'ont pas pu être réalisés en août 2024.

L'exploitant déclare que la salle 13 et une partie de la salle 15 (couloir) sont encore en travaux et que le contrôle des sols sera effectué après la fin des travaux et avant la remise en service.

Sur site, l'inspection constate que la salle 13 est en travaux.

En ce qui concerne la zone en travaux de la salle 15, le responsable d'atelier déclare que les travaux sont terminés, qu'il vient de réaliser les mesures de conductivité mais n'a pas encore autorisé le passage de matière pyrotechnique dans la zone du couloir concernée (autre itinéraire possible via la salle 10).

En ce qui concerne la conductivité des postes de travail, une non-conformité est relevée le 22/08/2024 sur un tapis conducteur du bâtiment D54. L'exploitant déclare qu'il s'agit d'une table élévatrice qui a été retirée du circuit et mise à l'écart (identifiée non conforme).

Aucune anomalie n'est signalée au bâtiment D55.

Quant aux liaisons équipotentielle, aucune anomalie n'est relevée pour les trolleys des bâtiments D54 et D55 mais le trolley de la salle 13 du D54 n'a pas été vérifié pour cause de travaux.

L'exploitant déclare que le contrôle du trolley sera effectué après la fin des travaux et avant la remise en service .

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe II

Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie/explosion

Prescription contrôlée :

AM 26/05/2014

Annexe II : Démarche de maîtrise des risques

1.Principes généraux

La démarche de maîtrise, par l'exploitant de l'établissement, des risques accidentels vis-à-vis de la santé publique et de l'environnement consiste à réduire autant que possible la probabilité des phénomènes dangereux potentiels ou la gravité des accidents qui leur sont associés, compte tenu de l'état des connaissances et des pratiques et de la vulnérabilité de l'environnement de l'installation, dans le respect des dispositions de l'article R. 512-9 du code de l'environnement. A cette fin, l'exploitant analyse les mesures de maîtrise du risque envisageables et met en œuvre celles dont le coût n'est pas disproportionné par rapport aux bénéfices attendus, soit en termes de sécurité globale de l'installation, soit en termes de sécurité pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Étude de dangers de septembre 2022

Annexe 22 : suivi des mesures de maîtrise des risques

- Mesure de Maîtrise des Risques n°15 : Conformité des installations électriques

Constats :

Documents consultés :

- rapport du 20/09/2024 de vérification périodique des installations électriques du bâtiment D54 - vérification annuelle du 05/09/2024 par la société DEKRA ;
- compte rendu de vérification périodique Q18 établi le 20/09/2024 par DEKRA pour le bâtiment D54 ;
- ordre de travail n°2024038861 achevé le 20/01/2025 ;
- rapport du 20/09/2024 de vérification périodique des installations électriques du bâtiment D55 - vérification annuelle du 06/09/2024 par la société DEKRA ;
- compte rendu de vérification périodique Q18 établi le 20/09/2024 par DEKRA pour le bâtiment D55 ;
- rapport de vérification des installations électriques du 03/06/2024 établi par la société SOCOTEC pour la salle 1 du bâtiment D55 ;
- rapport du 20/09/2024 de vérification périodique des installations électriques du bâtiment C74 - vérification annuelle du 11/09/2024 par la société DEKRA ;
- compte rendu de vérification périodique Q18 établi le 20/09/2024 par DEKRA pour le bâtiment C74 ;
- rapport du 04/02/2025 de vérification périodique des installations électriques du bâtiment C74 - vérification annuelle du 11/09/2024 au 04/02/2025 par la société DEKRA ;
- compte rendu de vérification périodique Q18 établi le 04/02/2025 par DEKRA pour le bâtiment C74 ;
- ordre de travail du 17/01/2025 sur la maintenance des blocs autonomes d'éclairage de sécurité du bâtiment C74.

Le rapport portant sur le bâtiment D54 relève un défaut relatif à la protection contre les surintensités. L'ordre de travail susvisé enregistre la remise en état par un prestataire le 20/01/2025. Le rapport Q18 conclut à l'absence de risque d'incendie ou d'explosion.

Les deux rapports portant sur le bâtiment D55 ne relèvent aucun défaut électrique.

Les deux rapports du 20/09/2024 portant sur le bâtiment C74 mentionnent un précédent contrôle en 2023 et relèvent des limites de vérification (pas de vérification de l'adéquation des matériels ou des canalisations électriques et de la continuité du conducteur de protection dans les locaux à risques d'incendie et/ou zones à risques d'explosion) du fait de l'interdiction d'accès à l'intérieur du bâtiment.

Or, le bâtiment C74 est doté d'un éclairage zénithal par panneaux éclairants en polyester double paroi et complété par des rampes fluorescentes dans les alvéoles et dans le sas d'entrée.

Ainsi, suite aux remarques de l'inspection faites dans le cadre de la préparation de la visite,

l'exploitant a fait revenir le prestataire le 04/02/2025 afin qu'il réalise les vérifications électriques dans le bâtiment C74 et complète son rapport de contrôle. La nouvelle version du compte rendu Q18 du 04/02/2025 de DEKRA ne relève ni anomalie ni limite de vérification. Toutefois, la fréquence annuelle de vérification des installations électriques dans le bâtiment C74 n'est pas respectée.

Constat : La fréquence annuelle de vérification des installations électriques à l'intérieur du bâtiment C74 n'est pas respectée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 12 : Zones de déconfinement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe II

Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie/explosion

Prescription contrôlée :

AM 26/05/2014

Annexe II : Démarche de maîtrise des risques

1.Principes généraux

La démarche de maîtrise, par l'exploitant de l'établissement, des risques accidentels vis-à-vis de la santé publique et de l'environnement consiste à réduire autant que possible la probabilité des phénomènes dangereux potentiels ou la gravité des accidents qui leur sont associés, compte tenu de l'état des connaissances et des pratiques et de la vulnérabilité de l'environnement de l'installation, dans le respect des dispositions de l'article R. 512-9 du code de l'environnement. A cette fin, l'exploitant analyse les mesures de maîtrise du risque envisageables et met en œuvre celles dont le coût n'est pas disproportionné par rapport aux bénéfices attendus, soit en termes de sécurité globale de l'installation, soit en termes de sécurité pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Étude de dangers de septembre 2022

Annexe 22 : suivi des mesures de maîtrise des risques

- Mesure de Maîtrise des Risques n°10 : Zones de déconfinement

Constats :

Documents consultés :

- Procédure générale PG 50j21 du 12/05/2021 audits sécurité/environnement ;
- Annexe 1 - PG 50j21 : trame de compte rendu d'audit santé/sécurité (SGS);
- Extrait de compte rendu d'audit santé/sécurité (SGS) du 21/11/2024 au bâtiment D55 ;
- Extrait de compte rendu d'audit santé/sécurité (SGS) du 03/12/2024 au bâtiment D54.

L'exploitant mène des audits internes annuels visant notamment à vérifier le respect des MMR, dont la n°10.

Les comptes rendus susvisés visent le contrôle des zones de déconfinement/dégagement des parois faibles et ne signalent aucune anomalie.

L'exploitant déclare que les vérifications sont effectuées par le service SSE à l'aide des études de sécurité au travail.

Sur site, par sondage au bâtiment D55, l'inspection constate la présence de zones de déconfinement (parois faibles) :

- en façade de la salle 7 : dégagement de la surface faible contrôlé à l'intérieur et à l'extérieur de la salle ;
- en façade de la salle 1-3 : dégagement de la surface faible contrôlé à l'intérieur de la salle ;
- en façade de la salle 27 : rideau métallique ouvrant, systématiquement ouvert complètement lors de l'utilisation de cette salle selon l'exploitant.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Maîtrise des conditions et des systèmes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe II

Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie/explosion

Prescription contrôlée :

AM 26/05/2014

Annexe II : Démarche de maîtrise des risques

1.Principes généraux

La démarche de maîtrise, par l'exploitant de l'établissement, des risques accidentels vis-à-vis de la santé publique et de l'environnement consiste à réduire autant que possible la probabilité des phénomènes dangereux potentiels ou la gravité des accidents qui leur sont associés, compte tenu de l'état des connaissances et des pratiques et de la vulnérabilité de l'environnement de l'installation, dans le respect des dispositions de l'article R. 512-9 du code de l'environnement. A cette fin, l'exploitant analyse les mesures de maîtrise du risque envisageables et met en œuvre celles dont le coût n'est pas disproportionné par rapport aux bénéfices attendus, soit en termes

de sécurité globale de l'installation, soit en termes de sécurité pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Étude de dangers de septembre 2022

Annexe 22 : suivi des mesures de maîtrise des risques

- Mesure de Maîtrise des Risques n°11 : Hygrométrie contrôlée dans certaines installations
- Mesure de Maîtrise des Risques n°19 : Deux dispositifs de sécurité indépendants pour les enceintes climatiques

Constats :

Documents consultés :

- Constat de vérification n°2408157176 du 19/08/2024 de l'enregistreur de température et d'hygrométrie par DEM METROLOGIE ;
- Constat de vérification n°2407155811 du 24/07/2024 de l'enregistreur de température et d'hygrométrie par DEM METROLOGIE;
- Consignes de sécurité CG 51a17 du 20/01/2017 - utilisation d'étuves ou enceintes climatiques ;
- Fiche de vérification des sécurités de dépassement de température du 05/04/2024 - salle 27 du bâtiment D55.

Les deux constats de vérification, examinés par sondage pour les bâtiments D54 et D55, concluent à la conformité des appareils.

La fiche de vérification susvisée conclut à la conformité des deux dispositifs de sécurité de l'enceinte climatique.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : SGS : maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I

Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie/explosion

Prescription contrôlée :

AM 26/05/2014

Annexe I : Système de gestion de la sécurité

Le système de gestion est proportionné aux risques, aux activités industrielles et à la complexité de l'organisation dans l'établissement et repose sur l'évaluation des risques. Il intègre la partie du système de gestion général incluant la structure organisationnelle, les responsabilités, les pratiques, les procédures, les procédés et les ressources qui permettent de déterminer et de

mettre en œuvre la politique de prévention des accidents majeurs.

Le système de gestion de la sécurité précise, par des dispositions spécifiques, les situations ou aspects suivants de l'activité :

[...]

3. Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation

Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous traitées, font l'objet de telles procédures.

Les informations disponibles sur les meilleures pratiques sont prises en compte afin de réduire le risque de défaillance du système.

[...]

Constats :

Documents consultés :

- Procédure SGS-BS-3 de décembre 2017 - maîtrise des procédés - maîtrise d'exploitation ;
- Consignes de sécurité CG03j24 « consigne générale de sécurité relative aux activités du site pyrotechnique de Bourges Subdray » du 15/04/2024 ;
- Consignes de sécurité CG 51a17 du 20/01/2017 - utilisation d'étuves ou enceintes climatiques ;
- Consigne générale CG05m20 du 29/06/2020 - gestion des travaux et des modifications.

Lors de la visite, l'inspection a pu examiner la mise en application du SGS dans le cas particulier du permis de feu et de certains dispositifs de sécurité (voir autres points de contrôle).

Pas d'écart constaté sur la procédure SGS.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Maîtrise du timbrage : soute C74

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/06/2011, article 8.2.4

Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie/explosion

Prescription contrôlée :

AP 23/06/2011 Article 8.2.4 : quantité de matières pyrotechniques

L'exploitant établit et tient à jour un état récapitulatif, présenté par bâtiment pyrotechnique, mentionnant les quantités et les divisions de risques des produits explosifs autorisés sur la base de l'étude de dangers et des EST. Pour les dépôts de produits explosifs, l'exploitant peut établir sur demande un état récapitulatif, présenté par dépôt, mentionnant les quantités et les divisions de risques des produits explosifs effectivement présents dans les locaux. Les documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées à sa demande.

La quantité et la nature (division de risque notamment) des produits explosifs, matières actives et matières dangereuses présentes dans les installations respectent les dispositions prévues par

l'étude de dangers et les EST correspondantes.

Constats :

Documents consultés :

- Etat des stocks du bâtiment C74 édité à 9h09 le 07/02/2025 ;
- Etude de dangers de septembre 2022.

La quantité totale de matière pyrotechnique stockée dans le bâtiment C74 est inférieure à celle autorisée.

Par sondage, l'inspection vérifie la cohérence de l'état des stocks pour deux références de produits stockés dans l'alvéole n°3.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Armoire pyrotechnique en salles 2 et 3 du D54

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2011, article 1.3

Thème(s) : Risques accidentels, risque explosion

Prescription contrôlée :

CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. [...]

Constats :

Document consulté :

- dossier de porter à connaissance (PAC) relatif aux modifications apportées à l'atelier D54 - version 3 du 28/01/2025.

En page 8, le PAC mentionne : « entre la salle n°2 et 3, une armoire de sécurité à double ouverture (de type « passe plat ») est mise en place, celle-ci est équipée d'un dispositif ne permettant pas l'ouverture simultanée des portes dans les deux salles. Ces ouvertures sont équipées de portes blindées ».

Sur site, l'inspection fait réaliser un test d'ouverture simultanée des portes de l'armoire dans les salles 2 et 3. L'exploitant explique que les portes ne sont pas équipées d'un système de

verrouillage qui empêcherait leur ouverture simultanée, mais qu'un gyrophare mural de couleur verte ou rouge, asservi à des capteurs, signale aux opérateurs des deux salles s'ils peuvent ouvrir ou non la porte de l'armoire.

Le test réalisé, par sondage dans la salle 3, permet de vérifier le bon fonctionnement du gyrophare.

Toutefois, l'inspection note qu'il ne s'agit pas d'un dispositif ne permettant pas *stricto sensu* l'ouverture simultanée des portes mais d'une mesure organisationnelle associée à des capteurs dont l'efficacité est à justifier.

Constat : Le dispositif de sécurité sur l'armoire contenant des matières pyrotechniques communiquant entre les salles 2 et 3 du bâtiment D54, tel que présenté dans le dossier de porter à connaissance du 28/01/2025, ne correspond pas strictement à la mesure organisationnelle mise en œuvre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 60 jours